

# Lutte de classe

## Des compromis aussi dangereux que vains.

Relevé dans l'éditorial de Gluckstein du 9 septembre (IO n°63) :

« *Quel travailleur, quel jeune, quel chômeur peut avoir la moindre illusion sur ce que Sarkozy cherche à faire ? Hier, il a offert 420 milliards aux banquiers et spéculateurs.* »

Trois remarques :

1- La bonne question ne serait-elle pas plutôt : pourquoi autant de travailleurs ont-ils encore des illusions dans le capitalisme malgré la crise, donc sont portés à s'en remettre au locataire du Palais, aux institutions ?

On pourrait penser au premier abord que le POI s'appuie sur les travailleurs ou jeunes qui n'ont pas d'illusions dans Sarkozy, ce qui serait la bonne méthode pour avancer, alors qu'en réalité il ne tient pas compte que l'immense majorité de travailleurs demeurent subordonnés au capitalisme et que ceux qui se mobilisent le sont tout autant à quelques exceptions près, du coup si on ne prend pas en considération ces éléments, on aura une appréciation forcément déformée de l'orientation du POI.

S'appuyer sur les couches les plus déterminées du prolétariat pour les organiser et construire le parti dans la perspective de la prise du pouvoir, ce n'est pas l'orientation du POI. Son orientation consiste à s'appuyer sur ces couches, à tenter de les organiser dans la perspective d'un front unique avec les dirigeants des partis faillis du mouvement ouvrier, ce qui ne peut conduire qu'à une impasse, car en l'absence d'une adhésion par ces couches à une issue politique clairement exprimée, on ne voit vraiment pas comment elles pourraient entraîner à leur tour les autres couches qui constituent la majorité des exploités.

La majorité de la classe peut connaître des souffrances terribles sans jamais réussir à se poser les bonnes questions pour espérer y mettre un terme un jour, donc continuer malgré tout à vivre ainsi, aussi longtemps que l'espoir d'en sortir ne sera pas nourri par son adhésion plus ou moins consciente à une perspective politique révolutionnaire, au socialisme.

On aurait pu répliquer aussi à Gluckstein, que pour ne pas avoir d'illusions sur les intentions de Sarkozy, il faudrait que les travailleurs commencent par être capables de lui opposer une autre politique que la sienne, d'autres solutions que les siennes, etc. Sérieusement, croyez-vous qu'à l'heure ils en sont réellement capables, croyez-vous qu'ils ont les réponses à ces questions ? Nous savons tous que non.

2- Sarkozy n'a pas « offert » cette somme colossale aux banquiers et capitalistes, il leur a prêtée ou avancée pour effectivement leur permettre de reprendre la spéculation de plus belle, licencié, etc. on est d'accord là-dessus.

Je ne pinaille pas sur un détail, je veux simplement indiquer à ceux qui reprennent tel quel cet argument qu'ils ne sont pas seuls au monde et qu'ils se ridiculisent, car en étant les seuls à reprendre cette info qui est fautive, je ne vois pas quelle confiance les travailleurs pourraient leur accorder.

3- Pour Gluckstein « une « politique industrielle » conforme aux besoins de la population » passerait par « l'interdiction des licenciements », ce qui va laisser plus d'un lecteur dubitatif ou sur sa faim.

Je dirais plutôt qu'« une « politique industrielle » conforme aux besoins de la population » passera nécessairement par la mobilisation révolutionnaire et la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière qui sera alors à même d'exproprier les capitalistes des grandes entreprises et d'interdire les licenciements dans tout le pays.

Qu'est-ce que sous-entend l'interdiction des licenciements ? En ne le précisant pas il laisse à chacun le loisir d'en penser ce qu'il veut sans aller forcément jusqu'à la remise en cause des fondements du capitalisme ou de la propriété privée des moyens de production contre laquelle un bon nombre de dirigeants du POI sont opposés, à commencer par Schivardi.

En terminant son éditorial par « *L'interdiction des licenciements, un point c'est tout !* », on a envie de lui répondre : c'est tout, hélas !

Pourquoi ne pas indiquer clairement et simplement aux travailleurs la marche à suivre qui permettrait d'aboutir à l'interdiction des licenciements ?

Pourquoi ne pas leur dire d'emblée que la réponse à cette question se situe sur le terrain politique ?

Pourquoi ne pas leur expliquer que la réponse pratique à cette question dépend uniquement de la classe qui détient le pouvoir politique, et que c'est sur ce terrain-là qu'il faut mener le combat en commun avec les syndicats, dont l'objectif est l'abolition du capitalisme ?

Pourquoi le POI ne s'adresse-t-il qu'aux partis et non aux syndicats, le combat contre les licenciements ou pour leur interdiction ne serait-il pas du ressort des syndicats ? Si front unique il devrait y avoir, ne devrait-il pas commencer par là ? Le syndicalisme n'embrasse-t-il pas l'ensemble du combat du mouvement ouvrier dans la mesure où son objectif demeure l'abolition de l'exploitation, donc des classes et de l'Etat ?

Terminons par un commentaire sur le compte rendu de la conférence du 5 septembre publié dans le dernier IO.

J'ai déjà expliqué à plusieurs reprises pourquoi je soutenais cette initiative tout en lui donnant une orientation politique qui n'est pas celle du POI. En lisant les extraits d'interventions, on n'a pas forcément envie d'exprimer des critiques qui pourraient être mal interprétées par des militants bornés ou malintentionnés à l'égard du POI. Je ne ferai donc qu'un seul commentaire.

On peut lire page 6 qu'une participante (PCF) à cette conférence a demandé qu'il soit retiré de la déclaration finale « *des formulations « trop abruptes » caractérisant les dirigeants des partis : « Il ne faut pas discréditer les partis. A Sandouville, ils ont été sollicités, ils ont été présents, ils sont venus à Renault. Il faut changer la forme sans se départir du fond, il ne faut pas donner prise au rejet, à la polémique stérile, il faut s'adresser à nos dirigeants. »* ». Gardez-les vos chers dirigeants, on vous en fait cadeau, un cadeau « stérile » cela va de soi !

Denis Langlet (POI) s'est immédiatement exécuté en proposant « *d'enlever tout ce qui est péjoratif vis-à-vis de ces partis et de s'en tenir aux faits, le constat que les partis n'ont pas répondu* » ». S'en tenir aux faits, il avait raison.

Un membre du NPA a alors précisé que c'était « *inexact. A Amiens et ailleurs aussi, ils ont répondu. Il faut mettre : "Ils n'ont pas répondu nationalement"* ». Il fait remarquer que ce sont les patrons qui sont responsables des licenciements et que la responsabilité des états-majors des partis politiques est leur non-réponse, que cette réponse tarde. Il considère qu'il faut supprimer tout paragraphe, polémique « *qui nous mettrait en difficulté dans nos organisations et auprès des travailleurs* ». »

Il ne manque plus que la brosse et le cirage que l'on ne pourra même plus cataloguer parmi les petits boulots !

On aura compris que ce qu'ont exprimé ici ces délégués et que IO a reproduit gracieusement, correspond en réalité à l'attitude constante des dirigeants du POI envers les dirigeants du PS, PCF, etc., et plus généralement à l'égard de ces partis qu'il faudrait sauver à tout prix. Ils ont cru nous bernier avec cette mise en scène en présentant cet exercice comme un exercice de démocratie, alors qu'il aurait été totalement impensable si le contenu de ces interventions n'avait pas été fidèle aux positions du POI. Passons, ce n'est pas l'essentiel.

Non, ce ne sont pas seulement les patrons qui sont responsables des licenciements, mais bien l'ensemble des dirigeants des partis (et des syndicats) qui les soutiennent et qui refusent de mobiliser la classe... C'est très intéressant, car on a là le terrain sur lequel ils entendent mener ce combat : tout sauf sur le plan politique. Qu'est-ce qui me permet de l'affirmer ? Parce que si les dirigeants des partis ne disposent pas du pouvoir économique pour organiser directement les licenciements dans les entreprises, en revanche, ils disposent bien de la capacité et de la responsabilité politique de soutenir les patrons (et le gouvernement) pour qu'ils puissent licencier tranquillement ou de s'y opposer et d'organiser la classe pour les combattre, ce qu'ils ne font pas évidemment.

Donc si on suit leur raisonnement, la responsabilité des dirigeants des partis se réclamant de la classe ouvrière se limiterait à répondre à la question qui leur est posée, mais ils ne porteraient aucune responsabilité dans la situation actuelle qui ne devrait être imputable qu'aux patrons tout en affirmant le contraire ailleurs, mais cela ne les dérange pas apparemment puisque personne ne l'a relevé, or si les patrons peuvent agir à leur guise et jeter à la rue des millions de travailleurs c'est bien parce que les dirigeants de ces partis les soutiennent, c'est ce soutien qui passe justement ici à la trappe.

Qu'il ne faille pas confondre la place et le rôle des patrons avec ceux des dirigeants en question, c'est une chose, mais prétendre qu'ils n'auraient pas une responsabilité commune dans la situation, relève de l'opportunisme et ne peut qu'induire en erreur les travailleurs et les militants.

Cette quête quasi obsessionnelle du front unique les conduit pas à pas à faire preuve d'une soumission toujours plus intolérable envers les appareils et à entretenir les illusions que les militants de ces partis peuvent avoir vis-à-vis de leurs chers dirigeants.

Bref, on ne s'étonnera pas de constater par la suite que dans de telles conditions les militants qui auront participé à ce combat n'auront pas progressé sur le plan politique, et qu'au bout du compte nous en soyons toujours au même point.

Cela étant, je conseille aux camarades de continuer à participer à cette bataille avec les militants du POI et d'autres partis ou organisations, dans la mesure où elle est orientée en direction de la classe ouvrière, ce que le compte rendu de cette conférence montre clairement.

Ensuite, les critiques ou la polémique font partie de notre activité politique ou de la vie plus généralement, sans eux il serait impossible de confronter nos idées et la démocratie n'existerait pas dans nos rangs. Rappelons une énième fois, qu'aucun militant n'est obligé d'adhérer à telle ou telle orientation.